



Nations Unies

Conseil de sécurité

CS/10678

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

Conseil de sécurité

6788^e séance – matin

**LA CRISE SYRIENNE ENTRANT DANS SON SEIZIÈME MOIS, LE SOUS-SECRÉTAIRE
GÉNÉRAL AUX AFFAIRES POLITIQUES SOULIGNE
L'URGENCE D'UN EFFORT CONJOINT DU CONSEIL DE SÉCURITÉ POUR
L'APPLICATION DU PLAN EN SIX POINTS**

Le Sous-Secrétaire général aux affaires politiques, a déclaré ce matin qu'un effort véritablement conjoint du Conseil de sécurité « susceptible de se traduire par des pressions soutenues et univoques » pour le respect intégral du plan en six points était d'une nécessité urgente. « Sinon, nous pourrions nous rapprocher du jour où la crise syrienne échapperait à tout contrôle », a-t-il averti.

M. Oscar Fernandez-Taranco, qui intervenait au cours d'une réunion sur la situation au Moyen-Orient, a rappelé que l'arrêt de la violence armée sous toutes ses formes en Syrie était une obligation incombant à toutes les parties, y compris l'opposition. Il a jugé « impératif » que les consultations en cours se traduisent rapidement par des résultats concrets.

Le Sous-Secrétaire général aux affaires politiques a ensuite détaillé les défis sécuritaires auxquels fait face le Liban, et qui découlent en partie de la crise syrienne. Il s'est félicité de la reprise du dialogue national dans le pays et de l'adoption d'une déclaration commune par laquelle tous les dirigeants libanais s'engagent en faveur d'une politique consistant à se dissocier des crises régionales.

Concernant la question palestinienne, M. Fernandez-Taranco a déploré que les signes encourageants entre dirigeants palestiniens et israéliens, relevés par le Coordonnateur spécial des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, M. Robert Serry, lors d'une précédente réunion du Conseil, ne se soient pas poursuivis. Il a indiqué que des efforts intenses étaient en cours afin d'éviter une nouvelle impasse du processus de paix.

LA SITUATION AU MOYEN-ORIENT, Y COMPRIS LA QUESTION PALESTINIENNE

Exposé

M. OSCAR FERNANDEZ-TARANCO, Sous-Secrétaire général aux affaires politiques a, dans le droit fil de la réunion des Envoyés du Quatuor à Bruxelles le 15 juin dernier, souligné la nécessité que les parties au règlement de la question palestinienne intensifient leurs efforts pour une reprise d'un dialogue constructif.

Mentionnant l'annonce faite, le 6 juin dernier, par le Premier Ministre israélien de la construction d'environ 850 colonies de peuplement en Cisjordanie, il a rappelé que toute construction de peuplement dans les territoires palestiniens occupés, y compris Jérusalem-Est, sur des terres privées ou ailleurs, constituait une violation du droit international ainsi que des engagements d'Israël au regard de la Feuille de route. « De telles actions font de la solution à deux États un objectif encore plus difficile à atteindre », a-t-il estimé.

M. Fernandez-Taranco a ensuite indiqué qu'une mosquée près de Ramallah avait été peinte au pistolet et mise à feu et fait part de la condamnation des Nations Unies de ces actes perpétrés contre un lieu saint de l'Islam.

Les Forces de défense israéliennes ont conduit 189 opérations dans les territoires occupés de Cisjordanie, au cours desquelles 114 Palestiniens ont été blessés, y compris un enfant, a ensuite détaillé le Sous-Secrétaire général aux affaires politiques.

Revenant sur les efforts visant à promouvoir la réconciliation palestinienne, M. Fernandez-Taranco a rappelé que les délégations du Fatah et du Hamas s'étaient rencontrées au Caire les 6, 7 et 15 juin pour discuter des candidats possibles en vue d'un gouvernement technocratique de transition appelé à être dirigé par le Président Abbas.

Il a ensuite rappelé qu'au moment où le blocus de Gaza entre dans sa sixième année, la pleine mise en œuvre de la résolution 1860 du Conseil de sécurité ainsi que le rétablissement de la situation à Gaza, son développement économique à long terme, restent des objectifs fondamentaux des Nations Unies.

« Des progrès significatifs ont pu être observés en la matière, mais il faut faire beaucoup plus », a expliqué M. Fernandez-Taranco. Dans l'ensemble, l'économie palestinienne montre des signes de ralentissement, a-t-il poursuivi, soulignant que le produit intérieur brut réel n'avait progressé que de 2% durant le dernier trimestre de 2011, avec une croissance légèrement supérieure en Cisjordanie que dans la bande de Gaza.

« Malgré tous ces défis à relever, l'Autorité palestinienne continue de réaliser des progrès dans la mise en place d'institutions en vue d'un futur État palestinien, notamment dans sa capacité à collecter des données économiques et autres », a estimé le Sous-Secrétaire général aux affaires politiques.

S'agissant de la situation en Syrie, et alors que le général Robert Mood, Chef de la Mission de supervision des Nations Unies en Syrie (MISNUJ), doit faire état cet après-midi devant le Conseil des derniers développements sur le terrain, M. Fernandez-Taranco a indiqué que le Secrétaire général restait extrêmement préoccupé par l'intensification de la violence en Syrie.

« La situation à Homs est particulièrement alarmante », a-t-il ajouté, avant d'appeler à des efforts accrus afin d'éviter les risques d'une guerre civile totale en Syrie. « Nous n'avons plus beaucoup de temps », a-t-il déclaré.

Il a ensuite rappelé, dans le droit fil des déclarations répétées du Secrétaire général, que la responsabilité principale de la pleine mise en œuvre du plan en six points incombait au Gouvernement syrien.

« Les bombardements de zones peuplées par les forces gouvernementales doivent cesser immédiatement », a poursuivi M. Fernandez-Taranco, ajoutant que l'arrêt de la violence armée sous toutes ses formes était une obligation incombant à toutes les parties. Cela s'applique également à l'opposition, a affirmé le Sous-Secrétaire général aux affaires politiques.

Il a ensuite indiqué que l'Envoyé spécial conjoint de l'ONU et de la Ligue des États arabes pour la crise syrienne, M. Kofi Annan, continuait d'œuvrer avec les gouvernements impliqués dans la résolution de la crise ainsi qu'avec un large éventail de l'opposition syrienne au lancement d'un processus politique, afin d'ouvrir la voie à une résolution pacifique de la crise syrienne. « Cette crise est entrée dans son seizième mois », a d'ailleurs rappelé M. Fernandez-Taranco.

« Nous encourageons tous les efforts en cours visant à ce qu'un consensus sur la question syrienne se fasse jour au sein de la communauté internationale. Il est impératif que les consultations menées se traduisent rapidement par des résultats concrets », a-t-il affirmé.

Faisant fond sur les recommandations du Secrétaire général et de l'Envoyé spécial conjoint formulées le 7 juin devant l'Assemblée générale (AG/11250), M. Fernandez-Taranco a déclaré qu'un effort véritablement conjoint du Conseil de sécurité susceptible de se traduire par des pressions suffisantes et univoques pour le respect intégral du plan en six points était d'une urgente nécessité. « Sinon, nous pourrions nous rapprocher du jour où la crise syrienne échapperait à tout contrôle », a-t-il averti.

Le Sous-Secrétaire général aux affaires politiques a ensuite détaillé la situation humanitaire dans le pays, rappelant qu'un million de personnes étaient dans le besoin à l'intérieur de la Syrie. « Le nombre de réfugiés auxquels il a été porté secours en Iraq, en Jordanie, au Liban et en Turquie s'élève à 86 000 et continue de croître », a-t-il précisé. Il a ensuite exhorté le Gouvernement syrien, ainsi que les groupes d'opposition, à faciliter l'accès aux organisations humanitaires.

Abordant la situation au Liban, M. Fernandez-Taranco a souligné les défis sécuritaires auxquels faisait face ce pays, et qui sont dus en partie à la situation en Syrie.

Les affrontements se sont poursuivis le 1^{er} juin à Tripoli entre les communautés alawite et sunnite de Bab al-Tabbaneh et Jebel Mohsen faisant 15 victimes et plusieurs dizaines de blessés, a-t-il ainsi relevé. Il a ensuite mentionné les incursions que l'armée syrienne aurait entreprises dans la zone de l'Akkar et dans la plaine de la Bekaa, ainsi que les enlèvements de citoyens libanais pour être emmenés en Syrie.

Dans ce contexte, le Sous-Secrétaire général aux affaires politiques s'est félicité de la reprise du dialogue national, après une interruption de 18 mois. « Une déclaration commune a été adoptée qui souligne, entre autres choses, l'engagement de tous les dirigeants libanais en faveur d'une politique de dissociation des crises régionales », a-t-il indiqué.

Enfin, M. Fernandez-Taranco a indiqué que le Secrétaire général continuait de suivre attentivement la situation en Égypte. La volonté populaire doit être respectée, qu'il s'agisse des élections ou de la rédaction d'une nouvelle constitution, a-t-il précisé.

« Étant donné l'ampleur des développements en cours dans la région, les progrès qui pourraient être enregistrés sur la question palestinienne revêtent une urgence particulière », a affirmé le Sous-Secrétaire général aux affaires politiques au terme de son exposé.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel